

## MONDE

**Nicolas SARKOZY au Japon.** Juste avant de quitter la Chine, où il s'est rendu dans le cadre de la présidence française du G8-G20, le Président de la République est allé quelques heures au Japon, expliquant une « *triple exigence* » de « *solidarité avec les victimes* » japonaises, de « *coopération afin d'aider nos amis japonais à faire face à la situation* » et « *de sang-froid et de transparence pour traiter cette crise* ». C'est la 1<sup>ère</sup> visite d'un chef d'Etat ou de gouvernement étranger depuis la catastrophe du 11 mars, qui a fait près de 28.000 morts et disparus.

**Avec la communauté française.** Nicolas SARKOZY a rencontré à l'ambassade de France la communauté française installée au Japon, devant laquelle il a déclaré vouloir demander une réunion des autorités de sûreté nucléaire des pays du G20 : « *Nous demanderons aux autorités indépendantes de sûreté des pays du G20 de se réunir, si possible à Paris au cours du mois de mai, pour définir des normes internationales de sécurité nucléaire. Il est absolument anormal que des normes internationales de sécurité nucléaire n'existent pas* ».

**L'aide étrangère.** Barack OBAMA et le Premier ministre japonais KAN sont prêts à coopérer étroitement sur la crise nucléaire. Côté français, Anne LAUVERGEON est au Japon, avec cinq experts du groupe Areva spécialisés dans la décontamination des effluents radioactifs.

**Les conséquences économiques.** Le gouvernement japonais devrait présenter en avril un premier collectif budgétaire d'un montant de 2.000 milliards de yens (24,3 milliards de dollars) pour les opérations de secours et de reconstruction dans les régions sinistrées. Il serait financé par un fonds d'urgence, à hauteur de 1.160 milliards de yens, prévu dans le cadre du budget pour l'année fiscale 2011-2012. Les Américains ont récolté près de 150 millions de dollars d'aide pour les Japonais.

**Les conséquences sur le nucléaire.** Une conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire aura lieu du 20 au 24 juin à Vienne, a annoncé le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Yukiya AMANO. La réunion permettra de faire « *une évaluation préliminaire* » de la catastrophe nucléaire à la centrale de Fukushima et « *une revue préliminaire des normes de sûreté à la lumière de cet accident* », a poursuivi le diplomate japonais. Le Japon « *participera certainement* » à ce sommet.

**Libye : armer les rebelles ?** Misrata, Brega, Ras Lasnouf : les forces loyales à Mouammar KADHAFI ont repris possession des villes et terminaux pétroliers, contraignant les insurgés à refluer vers l'Est. Les rebelles réclament la reprise des frappes sur la route qui mène à Syrte. Après une « *pause* » de deux jours, un raid a été lancé à l'ouest d'Ajdabiya. L'OTAN prend la direction complète des opérations militaires, et se pose maintenant la question controversée de l'armement des insurgés, évoquée par Paris, puis par Washington où le président Barack OBAMA a dit « *ne pas l'exclure* ». Même discours du Premier ministre britannique, David CAMERON, devant les Communes, prononcé au risque de diviser les participants à l'opération internationale en cours. L'Italie ne veut pas en entendre parler, pas plus que la Norvège qui vient d'envoyer six F-16 en Crète, le Danemark, ou la Belgique.

**Et la Chine ?** Nicolas SARKOZY s'est entendu dire par son homologue HU Jintao que, à elles seules, les frappes en Libye « *pourraient violer l'esprit originel de la résolution du Conseil de sécurité* » (1973) qui vise à protéger les populations. Ce à quoi le chef de l'Etat a répondu que les frappes n'avaient fait « *aucune victime civile autant qu'on puisse en juger* ».

**Contacts à Londres.** Les ministres des Affaires étrangères de 36 pays, dont le Koweït, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Qatar, la Tunisie, la Turquie et les Emirats arabes unis, se sont retrouvés à Londres avec l'ambition d'esquisser l'après-KADHAFI. Un « *groupe de contact* » a été créé. Il réunit, selon le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, Alain JUPPE, une vingtaine de membres, dont une quinzaine d'Etats, le reste étant composé d'organisations (ONU, Union européenne, Ligue arabe ...). A l'unanimité, les pays membres présents au sommet ont insisté sur le fait que « *KADHAFI et son régime ont perdu toute légitimité et seront tenus responsables de leur action* ».

**La France déjà représentée à Benghazi.** La principale formation d'opposition, le Conseil national de transition (CNTL) qui avait envoyé une délégation, n'a pas été autorisée à siéger officiellement autour de la table. Mais son responsable des affaires internationales, Mahmoud JIBRIL, a rencontré Mme CLINTON et son homologue britannique William HAGUE. Les Etats-Unis ont annoncé l'envoi prochain d'un diplomate, Chris STEVENS, à Benghazi, ce que la France a déjà fait en déléguant Antoine SIVAN, conseiller des affaires étrangères, ancien conseiller diplomatique auprès de Rachida DATI, va prendre ses fonctions. Mais l'opposition libyenne apparaît encore divisée.

**Egypte : élection présidentielle avant la fin de l'année.** Selon l'armée, cette élection aura lieu « *un à deux mois* » après les législatives prévues en septembre pour les deux chambres du Parlement. Les militaires, qui gouvernent par décret, remettront le pouvoir législatif au futur Parlement élu, puis le pouvoir exécutif au chef de l'Etat qui sortira des urnes. Plusieurs personnalités ont déjà fait état de leur intention de se présenter à la présidentielle, dont le chef de la Ligue arabe, Amr MOUSSA, et l'ancien directeur général de l'AIEA, Mohamed ELBARADEI.

**La junte birmane a été dissoute.** Ses pouvoirs transférés à un nouveau président, signifiant à terme le retrait du général THAN Shwe, homme fort du pays depuis vingt ans. Washington a affiché sa « *préoccupation* » et l'ONU demande au nouveau régime de « *démontrer* » la pureté de ses intentions. Le nouveau gouvernement est dominé par des militaires en retraite, avec une forte présence de l'équipe sortante

## EUROPE

**Lampedusa aux Lampedusiens ?** Le président du Conseil italien, qui s'est rendu dans l'île italienne, a déclaré que l'évacuation vers d'autres centres d'accueil italiens de quelque 6.000 migrants hébergés dans des campements de fortune avait déjà débuté à bord de six navires d'une capacité totale de 10.000 passagers. « *Dans un délai de 48 à 60 heures à partir de maintenant, Lampedusa ne sera habitée que par des Lampedusiens* », a promis Silvio BERLUSCONI. Le gouvernement italien peine néanmoins à trouver une solution à long terme pour ces immigrants clandestins.

**Asile européen.** Le nombre de demandeurs est resté stable en 2010, selon Eurostat. 257.800 demandeurs d'asile, soit 515 demandeurs par million d'habitants, contre 264.000 en 2009. Le plus grand nombre de demandes a été enregistré en France (51.600), suivie de l'Allemagne (48.500), de la Suède (31.900), de la Belgique (26.100), du Royaume-Uni (23.700), des Pays-Bas (15.100), de l'Autriche (11.100), de la Grèce (10.300), de l'Italie (10.100) et de la Pologne (6.500). Ces 10 Etats ont enregistré plus de 90% des demandes. Les demandeurs d'asile étaient principalement des citoyens d'Afghanistan (8%), de Russie (7%), de Serbie (17%), d'Irak (6%) et de Somalie (6%). En 2010, 75% des décisions ont été rejetées.

**Pas de contrôle du clonage animal.** L'Union européenne n'est pas parvenue à trouver un accord pour contrôler le clonage animal et la mise sur le marché d'aliments génétiquement manipulés. Les négociations ont duré 3 ans.

**Belgique : nouveau et triste record.** Toujours sans gouvernement 290 jours après les législatives, malgré la grève de la barbe pour les hommes et celle des femmes... la Belgique bat le record du monde de la plus longue crise politique, détenu par l'Irak. En 2010, les Irakiens avaient mis 249 jours pour conclure un accord de partage du pouvoir, et 40 de plus pour qu'un gouvernement prête serment.

**L'Albanie bloquée à la porte.** « *Si aucune solution n'est trouvée, la Commission (européenne) ne sera pas en mesure de faire une évaluation positive dans son prochain rapport sur les progrès accomplis* », par l'Albanie sur la route de son adhésion à l'UE, a déclaré le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan FULE. L'Albanie ne parvient pas à sortir d'une crise politique qui a commencé avec les élections législatives de juin 2009.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Côte d'Ivoire. L'offensive.** L'homme fort du régime ivoirien, Laurent GBAGBO, a subi un sérieux revers au troisième jour de l'offensive du vainqueur de la présidentielle du 28 novembre, Alassane OUATTARA. Après de nouvelles conquêtes dans le Sud, les Ouattaristes revendiquent le contrôle des trois quarts du pays. Si la prise de Yamoussoukro est symbolique, celle du port de San Pedro leur assure une part du marché du cacao. Prochaine étape : la bataille d'Abidjan. Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité des sanctions contre M. GBAGBO et quatre de ses proches,

appelant à la fin des violences, qui ont fait plus de 460 morts et près d'un million de déplacés. Laurent GBAGBO a demandé un « *cessez-le-feu immédiat* ». « *Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture du dialogue sous la médiation du haut représentant de l'Union africaine (UA)* ». Dans un communiqué, Alassane OUATTARA lui répond : « *toutes les voies pacifiques pour amener Laurent GBAGBO à reconnaître sa défaite sont épuisées* ».

**L'Etat algérien débloque des fonds.** 1.100 milliards de dinars (16 milliards de dollars) devraient être consacrés à la restructuration et à la relance du secteur industriel public, a déclaré le ministre algérien de l'Industrie Mohamed BENMERADI. Le poids de ce secteur dans l'économie a chuté ces dernières années à moins de 5% du PIB. Le secteur privé a aussi bénéficié d'un nouveau programme de mise à niveau de 386 milliards de dinars pour 20.000 PME à l'horizon de 2014, a-t-il indiqué.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Polémique sur le débat.** Le président de la République avait demandé que les tensions s'apaisent au sein de la majorité, notamment autour du débat sur la laïcité. Le rappel à l'ordre, intervenu après une passe d'arme entre le chef du gouvernement et le chef du parti majoritaire, n'aura pas suffi à clore le sujet. Jean-François COPE avait vivement critiqué François FILLON, regrettant qu'il ne joue pas « *collectif* » sur la tenue de ce débat. Le Premier ministre a fait savoir qu'il n'y assisterait pas. Roselyne BACHELOT, ministre des Solidarités, a dit qu'elle préférerait également « *se concentrer sur les vrais problèmes des Français* ». Le porte-parole du gouvernement, François BAROIN, a assuré qu'il n'y aurait « *pas de nouvelle loi* » sur la laïcité dans la foulée de la convention. Les Présidents des deux chambres du Parlement ont également manifesté leurs réserves. Pour Gérard LARCHER, « *Un débat qui stigmatise, c'est le contraire du principe de laïcité. Voilà pourquoi un débat sur telle ou telle religion n'est pas la bonne approche* ».

**Prière commune.** Les représentants des six grandes religions de France ont estimé dans une déclaration commune publiée dans Le Parisien, qu'il ne revenait pas à un parti politique d'organiser un tel débat. Les représentants des cultes catholique, juif, protestant, orthodoxe, musulman et bouddhiste recommandent « *pendant cette période pré-électorale de bien garder sereinement le cap, en évitant amalgames et risques de stigmatisation* ».

**L'UMP comme peau de chagrin ?** Après les Radicaux, la question d'un départ de l'UMP d'une autre formation associée, le Parti chrétien démocrate, présidée par Christine BOUTIN, sera posée ce samedi, lors du conseil national de ce mouvement. Pour Mme BOUTIN, qui envisage sa candidature à la présidentielle, « *Si la stratégie du président est de faire monter l'extrême droite pour se retrouver dans un duel FN/UMP, je ne l'accepterai pas. C'est prendre la France en otage* », ajoute l'ancienne ministre du Logement. « *Je suis une déçue du sarkozysme* ».

**Le bilan des cantonales : le 3e tour.** Les conseils généraux issus des élections cantonales ont élu ce jeudi leurs présidents. 2 départements étant passés à gauche (Jura et Pyrénées-Atlantiques) et 1 à droite (Val-d'Oise). Le PS et ses alliés détenaient 58 départements sur 101. Ils devraient atteindre la barre des 60 pour la 1<sup>ère</sup> fois de leur histoire. Dans les Bouches-du-Rhône, Jean-Noël GUERINI (PS) a été réélu, en obtenant 40 voix contre 17 à l'UMP Martine VASSAL. François HOLLANDE a été réélu en Corrèze. Dans le Jura, où droite et gauche étaient à égalité, Christophe PERNY, socialiste, a été élu président, la gauche ayant désormais une nette majorité avec 19 sièges contre 15. Dans le Val-d'Oise, gagné par la droite, le nouveau président est le divers droite, Arnaud BAZIN. Patrick DEVEDJIAN (UMP) a été réélu dans les Hauts-de-Seine, récoltant dès le premier tour 27 voix sur 45 conseillers généraux. Jean SARKOZY quitte la présidence du groupe de la majorité départementale pour devenir vice-président chargé de l'économie sociale et solidaire. En Savoie, Hervé GAYMARD (UMP) a été réélu au 3<sup>e</sup> tour et au bénéfice de l'âge après avoir obtenu 18 voix, à égalité avec son concurrent Thierry REPENTIN (PS).

**François HOLLANDE descend officiellement dans l'arène.** L'ancien Premier secrétaire du PS, réélu à la tête du conseil général de la Corrèze, a annoncé sa candidature aux primaires socialistes. Le député de la Corrèze et maire de Tulle sera l'invité du journal de 20 heures sur France 2 ce jeudi. Celui qui fut Premier secrétaire du PS de 1997 à 2008 brigue ainsi pour la première fois l'investiture de son parti pour la magistrature suprême. Après plusieurs mois de campagne sur le terrain et une montée lente mais régulière dans les sondages, il rejoint les députés Manuel VALLS et Arnaud MONTEBOURG, la présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes Ségolène ROYAL et l'ancien ministre Christian PIERRET, dans l'arène des primaires socialistes.

**Enquête à la fédération des Bouches-du-Rhône.** Le PS a créé une commission chargée de se rendre dans cette fédération, accusée par Arnaud MONTEBOURG de pratiques frauduleuses et de « *clientélisme féodal* ».

**Pénalisation du client : BACHELOT favorable.** Pour la ministre des Solidarités, entendue devant l'Assemblée nationale, « *Il n'existe pas de prostitution libre, choisie ou consentie* ». La prostitution est « *une profonde atteinte à la liberté et à la dignité des femmes, dont l'intégrité physique et morale n'est pas respectée alors même qu'elle devrait constituer un principe ultime et irréfragable* », a plaidé Mme BACHELOT devant la mission parlementaire, qui rendra ses conclusions mi-avril.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Paquet électoral : les députés votent « conforme ».** Examen en seconde lecture des trois textes : projet de loi relatif à l'élection des députés et sénateurs, du projet de loi organique relatif à l'élection des députés par les Français établis hors de France et de la proposition de loi UMP portant simplification de dispositions du Code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique. Aucun amendement n'a été adopté, le gouvernement ayant demandé une seconde délibération sur un article qui avait été supprimé par un amendement d'un député UMP. Le vote solennel est prévu le 5 avril sur ces trois textes, qui seront donc adoptés dans la version du Sénat

**Equilibre constitutionnel.** Le projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques sera débattu à l'Assemblée nationale à partir du 3 mai. Ce texte, présenté le 16 mars en Conseil des ministres, s'inspire des travaux du groupe de travail présidé par le gouverneur honoraire de la Banque de France Michel CAMDESSUS. Il propose notamment de créer un instrument juridique nouveau : les « lois-cadres d'équilibre des finances publiques », d'une valeur juridique supérieure aux actuelles lois de finances. L'examen de ce texte sera précédé, le 2 mai, d'une déclaration du gouvernement suivie d'un débat et d'un vote sur le programme de stabilité adressé par la France à la Commission européenne.

### Sénat

**Simplification du droit.** La majorité sénatoriale a adopté en deuxième lecture le texte fleuve (250 articles), après avoir supprimé une série d'articles de ce pavé législatif. La proposition de loi du député UMP Jean-Luc WARSMANN comporte des dispositions très disparates allant de l'ENA aux agences de mannequins en passant par des fichiers de police. 2 dispositions concernent les Français de l'étranger : l'abrogation de l'interdiction de propagande à l'étranger ainsi que le droit de communication des listes électorales consulaires pour les élus représentant les Français établis hors de France. La gauche PS et CRC-SPG (communiste et parti de gauche) a voté contre, l'UMP et l'Union Centriste pour.

**Le baroud d'honneur du Sénat.** L'Assemblée nationale avait rétabli lors de la deuxième lecture de la proposition de loi « Simplification », nombre d'articles que le Sénat avait supprimé en première lecture. La Haute Assemblée a persisté en les supprimant à nouveau en commission. Le ministre de la Justice a tenté par amendements de rétablir ces articles mais pas un seul n'a été adopté. Le Sénat a donc confirmé le passage à la trappe de tous les articles autorisant la création de nouveaux fichiers de police par simple arrêté gouvernemental.

**Le prix du livre à l'étranger.** Le Sénat a rétabli, à l'unanimité la fixation d'un prix unique pour le livre numérique non seulement en France mais aussi à l'étranger, lors de la deuxième lecture de la proposition de loi sur le livre numérique. Le ministre de la Culture Frédéric MITTERRAND a finalement appuyé la « *clause d'extra-territorialité* » alors qu'à l'Assemblée nationale, il avait suivi les députés qui souhaitaient restreindre l'application de la loi aux personnes établies en France, excluant ainsi les grandes plateformes de diffusion établies à l'étranger type Amazon, Google ou Apple.

**Jean-Pierre RAFFARIN, vice-président du Sénat.** L'ancien Premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN, sénateur de la Vienne, candidat malheureux à la présidence du Sénat en 2008, a été élu à la vice-présidence du Sénat. Après l'élection de Jean-Claude GAUDIN à la présidence du groupe UMP, une élection était organisée pour désigner un nouveau vice-président. M. RAFFARIN a obtenu 168 voix et 35 bulletins blancs. Il ya eu 203 votants sur 343 sénateurs.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi.** Accord de stabilisation et d'association avec la Serbie.

**Communications.** Les audits de sûreté nucléaire. / Les résultats des élections des conseillers généraux. / La gouvernance du sport. / La stratégie de la politique française de développement.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**7,2%.** C'est le pourcentage du déficit public atteint par la France en 2010 en proportion du PIB, a indiqué le ministre du budget, François BAROIN. L'Etat, seul, a bouclé l'année écoulée sur un déficit de 148,8 milliards d'euros. C'est un peu moins qu'en 2009, qui avait été l'année record en matière de déficit public – 144,8 milliards d'euros, soit 7,5% du PIB. C'est aussi moins que prévu initialement : le gouvernement tablait officiellement sur un solde négatif de 7,7%.

**Grèce et Portugal dégradés**, par Standard and Poor's. L'agence de notation a annoncé avoir baissé de deux crans la note de la Grèce à BB- et d'un cran celle du Portugal à BBB-, sur fond de craintes d'une possible restructuration de leur dette. La Grèce a été la première à réagir, estimant que cette décision était « *déséquilibrée et injuste* ». Le premier ministre portugais a affirmé que le Portugal restait « *très déterminé* » à ne pas demander une aide extérieure, en dépit de la pression accrue des marchés financiers depuis sa démission. « *Le Brésil pourra aider le Portugal* », a déclaré la présidente brésilienne, Dilma ROUSSEFF.

**Quand les ménages dépensent...** Les dépenses de consommation des ménages français en produits manufacturés ont augmenté de 0,9% en février, après une baisse de 0,3% en janvier, en raison principalement d'un rebond des achats dans l'automobile, a annoncé hier l'Insee. Les dépenses en équipement du logement sont toujours en augmentation: +0,9%, après +2,5% en janvier.

**Quand le bâtiment va...** Le nombre de mises en chantier de logements neufs a bondi de 54,1% sur 1 an pour la période allant de décembre 2010 à février 2011, à 96.318, tandis que le nombre de permis de construire pour ces mêmes logements a augmenté de 25,5% à 107.964.

**L'inflation monte...** La prévision d'inflation pour 2011 a été relevée à 1,8%, contre 1,5% auparavant, tandis que les pensions de retraite seront revalorisées de 2,1% à compter du 1<sup>er</sup> avril, a annoncé Christine LAGARDE.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Vous ne savez pas quoi faire ce soir ? Diplotv !** Lancée en 2007, la webTV du site France Diplomatie - propose une vidéo sur l'actualité et les activités du MAEE. En 2010, 300.000 vidéos ont été visionnées par plus de 100.000 visiteurs. Prolongement de la webtv, le webdocumentaire « *destinations, chroniques d'une diplomatie de terrain* » a été lancé en décembre 2009. Dernière vidéo mise en ligne, « Le temps d'un G8 »... [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/diplotv\\_17108/](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/diplotv_17108/)

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Les 101... départements.** Le cent-unième est Mayotte. Le petit archipel est le 1<sup>er</sup> département créé en France depuis 1976. Il sera aussi la première collectivité unique d'outre-mer, exerçant les compétences de département et région d'outre-mer.

**L'hôtel le plus haut du monde est à Hongkong.** L'hôtel Ritz-Carlton a ouvert ses portes au 118<sup>e</sup> étage de la tour la plus élevée de ce quartier célèbre pour ses gratte-ciel. L'hôtel est perché à 490 mètres de hauteur...

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Mercure en photo...** La Nasa avait confirmé la réussite de l'entrée de la sonde Messenger dans l'orbite de la planète Mercure. L'agence spatiale a dévoilé sur son site la toute première photo prise par la sonde. Une image historique de Mercure capturée à 9h20 GMT. <http://www.nasa.gov/>

## CARNET

### Nominations

**François RIVASSEAU** devient chef adjoint de la délégation de l'Union européenne à Washington.

**Gérard WORMS**, élu président de la Chambre de commerce internationale.

**Jean-Pierre DRENO**, procureur général à la direction des services judiciaires de Monaco.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)